

Affaires courantes

Quand le gouvernement actuel prétend vivre selon ses moyens et faire de la bonne besogne sans hausser les impôts, il ne dit pas la vérité.

Tout d'abord, pour ce qui est de hausser les taxes, nous savons tous que la TPS prévue dans le budget que le gouvernement a présenté il y a deux jours contribuera à accroître ses recettes de un milliard de dollars par année. Et d'une taxe!

En outre, dans son exposé de ce matin, le ministre a parlé des prétendus dividendes des sociétés d'État. Qu'a-t-il voulu dire? Tout simplement que le gouvernement entend demander à Postes Canada, par exemple, d'augmenter le prix des timbres. Puis il donnera le nom de dividendes aux recettes excédentaires ainsi obtenues et retournera celles-ci au Trésor. Ce faisant, il impose une taxe sur les timbres. Qu'il appelle cette taxe du nom qu'il voudra, c'est une taxe. Et de deux!

Ensuite il oblige les provinces à hausser elles aussi leurs impôts en se dérochant à ses obligations contractuelles envers elles. Ainsi, les provinces doivent les augmenter à cause du gouvernement fédéral.

Ce ne sont là que trois exemples de la façon dont le gouvernement fédéral augmente les impôts. De ces exemples, évidemment, il y en a quantité d'autres.

En fait, le gouvernement fédéral augmente les impôts par le truchement de ce budget, sans compter les budgets précédents dont les effets commencent seulement à se faire sentir. Il ne dit donc pas la vérité lorsqu'il prétend ne pas hausser les impôts.

[Français]

Madame la Présidente, en terminant, je voudrais vous parler brièvement du fait que nous subissons des coupures majeures dans le secteur des pluies acides, soit quelque 20 millions de dollars de contributions qui seront coupées. On sait que c'est un dossier fort important pour ma région et la région représentée par le ministre, pour les érablières qui ont tant besoin d'être sauvées par des mesures positives de la part de tous les gouvernements, et alors que l'on voit en même temps ces coupures. . .

[Traduction]

En terminant, comme me l'a si bien soufflé à l'oreille un de mes collègues, il y a à peine quelques instants, le gouvernement se plaît toujours à se comparer au secteur privé. Or, si le gouvernement actuel dirigeait une société d'État, voire même une société privée, il y a longtemps que les actionnaires l'auraient mis à la porte. À en juger par un sondage qui concède au gouvernement une cote de popularité de 19 p. 100, c'est exactement le sort qui l'attend.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Madame la Présidente, les médias rapportent aujourd'hui

que jamais, dans toute l'histoire du Canada, parti ministériel n'a été moins populaire que l'actuel parti gouvernemental. Voilà qui reflète la sagesse des Canadiens, à mon avis. Habituellement, les résultats des sondages témoignent de la réaction de l'opinion publique à un ou deux événements. Les résultats publiés ce matin témoignent de la réaction des Canadiens à la destruction systématique de la société canadienne par le gouvernement actuel et prouvent la sagesse du peuple canadien.

Le gouvernement se flatte d'être efficace, bon gestionnaire et Dieu sait quoi encore, mais il nous prouve constamment le contraire.

Si je ne m'abuse, et je ne suis pas aussi expérimenté à cet égard que mon collègue, le député de Glengarry—Prescott—Russell, le Budget des dépenses sert évidemment à nous donner une certaine idée des modifications qui marquent les tendances au titre des dépenses dont fait état le budget.

Je n'aurais pu imaginer de situation plus grossière que celle dans laquelle nous nous sommes trouvés ce matin lors de l'exposé à huis clos. Très franchement, celui-ci a été une véritable perte de temps. Tout ce que nous y avons entendu, nous aurions pu aller le crier à tue-tête dans le hall sans pour autant apprendre la moindre chose à personne, car nous n'avons rien appris de nouveau nous-mêmes.

Mme Black: C'était voulu.

M. McCurdy: J'ignore si c'était voulu ou non. Nous étions entassés dans une petite salle où il nous était impossible de tous nous asseoir à la table pour obtenir les informations qu'il nous fallait pour exercer notre jugement critique au sujet des renseignements qu'on allait nous communiquer, si encore on avait eu des renseignements à nous communiquer.

Mais, madame la Présidente, en ce qui concerne les plus grandes modifications dont fait état ce budget, je tiens à répéter ce que mon collègue a déjà dit. Nous n'avons pu obtenir la partie III des dépenses dans 13 cas, soit les budgets des ministères ou organismes suivants: ACDI, Communications, Consommation et Sociétés, Énergie, Mines et Ressources, Finances, Pêches et Océans, Santé et Bien-être social, Affaires indiennes et Nord canadien, Multiculturalisme et Citoyenneté, Défense nationale, Industrie, Sciences et Technologie, secrétariat d'État, Transports Canada et Anciens combattants.

• (1200)

C'est inexcusable. C'est une insulte, non seulement envers l'opposition, mais également envers la population du Canada qui est ainsi privée d'un jugement critique sur le Budget des dépenses principal que dépose le gouver-